

Cote du document: REPL.IX/2/R.4  
Point de l'ordre du jour: 5  
Date: 1<sup>er</sup> juin 2011  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## Programme de prêts et dons pour la neuvième reconstitution des ressources du FIDA

### Note aux membres de la Consultation

#### Responsables:

#### Questions techniques:

**Kevin Cleaver**  
Vice-Président adjoint responsable  
des programmes  
téléphone: +39 06 5459 2419  
courriel: k.cleaver@ifad.org

#### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Fonctionnaire responsable des  
organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

Consultation sur la neuvième reconstitution  
des ressources du FIDA — Deuxième session  
Rome, 13-14 juin 2011

---

Pour: **Examen**

## **Table des matières**

<b>I.</b>	<b>Introduction et résumé</b>	<b>1</b>
<b>II.</b>	<b>Agriculture et développement rural: les besoins d'assistance des pays en développement</b>	<b>1</b>
<b>III.</b>	<b>Capacité de gestion d'un programme plus important au FIDA</b>	<b>4</b>
<b>IV.</b>	<b>Intensifier la lutte contre la pauvreté et la faim durant FIDA9</b>	<b>6</b>
<b>V.</b>	<b>Programme de prêts et dons pour FIDA9</b>	<b>8</b>
<b>VI.</b>	<b>Le FIDA peut améliorer son programme à la fois qualitativement et quantitativement</b>	<b>11</b>
<b>VII.</b>	<b>Conclusion</b>	<b>12</b>

## **Annexe**

# Programme de prêts et dons pour la neuvième reconstitution des ressources du FIDA

## I. Introduction et résumé

1. Le présent rapport plaide en faveur de l'accroissement des investissements dans le développement agricole et la réduction de la pauvreté rurale dans les pays en développement, et préconise un appui accru des donateurs dans ce domaine. La littérature sur le développement rural ne précise pas le montant qui est nécessaire pour atteindre l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) consistant à réduire de moitié la pauvreté et la faim à l'horizon 2015<sup>1</sup>. Toutes les analyses concluent cependant que des ressources bien supérieures à celles qui sont actuellement disponibles vont être nécessaires. Par conséquent, le niveau du programme de prêts et dons pour la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9) est fonction non pas des besoins des pays en développement, mais de la disponibilité des fonds et de la capacité du FIDA à les utiliser de manière efficiente.
2. Un programme de travail croissant (au rythme de 18% par an), un cofinancement en rapide expansion, et la qualité renforcée des résultats des projets: autant de preuves de l'aptitude du FIDA à gérer des programmes plus importants. Le présent rapport propose quatre scénarios pour le programme de travail de FIDA9. L'hypothèse privilégiée – celle qui vise une accélération décisive de l'action mondiale afin de réduire l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la pauvreté rurale – est celle d'un programme de travail de 4,5 milliards d'USD et d'un cofinancement de 6,75 milliards d'USD, pour l'ensemble de la période de la neuvième reconstitution (2013-2015). Ce scénario, qui correspond de plus près aux besoins des pays en développement et à la situation alimentaire mondiale, n'est limité que par la capacité à moyen terme du FIDA à la fois de gérer cette augmentation et de garantir les résultats. Le deuxième scénario est une hypothèse intermédiaire consistant en un programme de travail de 4,0 milliards d'USD (et 6,0 milliards d'USD de cofinancement). Une hypothèse un peu plus basse de 3,5 milliards d'USD (avec 5,25 milliards d'USD de cofinancements) vient ensuite, qui représente un simple maintien du niveau annuel de prêts et de dons prévu pour la dernière année de FIDA8. Enfin, une hypothèse basse de 3,2 milliards d'USD de prêts et de dons (et de 4,8 millions d'USD de cofinancement) correspond au niveau de FIDA8, ajusté en fonction de l'inflation prévue.
3. Les modalités de financement de ces besoins en faisant appel à des contributions supplémentaires des donateurs et en mobilisant des ressources internes sont présentées dans un document distinct de la Consultation sur FIDA9 intitulé "Besoins et modalités de financement de la neuvième reconstitution des ressources du FIDA" (document REPL.IX/2/R.5). En fonction du scénario éventuellement arrêté par la Consultation sur FIDA9, un cadre précis de mesure des résultats sera élaboré, dans lequel seront définis les nouveaux objectifs à l'horizon 2015.

## II. Agriculture et développement rural: les besoins d'assistance des pays en développement

4. Le document REPL.IX/2/R.2 sur la vision stratégique du FIDA souligne la nécessité d'une assistance internationale accrue en faveur de l'agriculture et du développement rural dans les pays en développement. Depuis trois ans, des rapports publiés par diverses organisations ont conclu que près d'un milliard d'êtres humains vivant dans des pays en développement (soit environ un sixième de

<sup>1</sup> Le premier Objectif du Millénaire pour le développement (OMD 1) est de "réduire l'extrême pauvreté et la faim". Les deux cibles correspondantes sont les suivantes: "Réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour" (1.A) et "Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim" (1.C) à l'horizon 2015.

l'humanité) souffrent de la faim et de la pauvreté dans le monde. Selon les dernières estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)<sup>2</sup>, leur nombre était en 2010 de 925 millions. En outre, un milliard de personnes souffrent de l'une des formes de la malnutrition.

5. Les chiffres montrent que près de 70% des pauvres vivent en milieu rural dans les pays en développement et sont, pour la plupart, directement ou indirectement tributaires de l'agriculture et des secteurs d'activité connexes (fourniture d'intrants, agriculture, transformation et commercialisation). Certes, les taux de pauvreté baissent dans certains pays en développement (en particulier en Asie de l'Est), mais ils augmentent dans d'autres. La hausse des prix des produits de base contribue à la progression de la faim dans le monde car les pauvres dépensent de 50 à 70% de leur revenu pour se nourrir<sup>3</sup>. La faim et la pauvreté reculent par conséquent bien plus lentement qu'on ne l'avait envisagé lors de l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement. Nul ne conteste plus que les objectifs fixés en ce qui concerne la pauvreté et la faim ne seront pas atteints d'ici à 2015 à l'échelle du monde, même s'ils le sont dans certains pays<sup>4</sup>.
6. Il existe désormais un large consensus sur les causes de l'incapacité à atteindre les cibles fixées pour le premier OMD – y compris celles qui ont trait à l'insécurité alimentaire et à la sous-nutrition –, notamment les facteurs structurels et les défaillances de marché comme l'inégalité d'accès à la terre et à l'eau, et de maîtrise de ces ressources, le manque d'investissements dans l'agriculture (en particulier dans l'agriculture paysanne), dans la commercialisation des produits agricoles et dans leur transformation, ainsi que l'insuffisance de l'appui aux dispositifs servant de filets de sécurité et aux régimes de protection sociale. Par ailleurs, l'instabilité des prix des produits agricoles a augmenté et, comme le constatent certaines études, a favorisé la progression de l'insécurité alimentaire des populations pauvres.
7. La production des petits agriculteurs, lesquels représentent quelque 500 millions de ménages dans les pays en développement, et des millions de travailleurs journaliers est cruciale pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans de nombreux pays en développement et influe sur le système alimentaire mondial. Elle est exposée à l'instabilité des prix, aux chocs climatiques et à la destruction des sols. L'accès des femmes à la terre, à la technologie agricole, au financement et à l'éducation est souvent limité en milieu rural, bien plus que ne l'est celui des hommes. Comme les femmes représentent un peu moins de 50% de la main-d'œuvre agricole, la production agricole en a pâti<sup>2</sup>. S'agissant d'alimentation et de nutrition, la gouvernance, souvent médiocre dans les pays en développement, se traduit par des subventions en faveur de la consommation alimentaire en milieu urbain au détriment des zones rurales. En conséquence, la part des ressources publiques affectée aux secteurs agricole et rural est souvent limitée.
8. De manière générale, ces études constatent que l'assistance des donateurs est fragmentaire et que la tendance à la diminution sur le long terme commence tout juste à partiellement s'inverser. En 1979, la part de l'aide au développement consacrée à l'agriculture était de 18%; elle est inférieure à 3% depuis le début de la dernière décennie<sup>5</sup>.
9. Les pays qui sont parvenus à faire reculer la pauvreté et la faim, tout particulièrement la Chine et d'autres pays d'Asie de l'Est, ont en général eu raison

<sup>2</sup> FAO, *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde 2010-2011* (Rome, 2011), p. 77.

<sup>3</sup> Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, *Indice de la faim dans le monde 2010* (Washington, D.C.: IFPRI, 2010).

<sup>4</sup> Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2008: L'agriculture au service du développement* (Washington, D.C., 2007); FIDA, *Rapport sur la pauvreté rurale 2011* (Rome, 2010); IFPRI (2010); Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, *Cadre d'action global révisé* (New York, septembre 2010); et Forum économique mondial, *Realizing a New Vision for Agriculture* (Genève, 2010).

<sup>5</sup> Banque mondiale (2007).

de la plupart de ces difficultés structurelles et politiques et ont investi dans l'agriculture. Les projets financés par des donateurs ont généralement obtenu de meilleurs résultats dans ces pays.

10. Dans de nombreux pays en développement, l'investissement insuffisant dans l'agriculture et l'encadrement politique souvent défaillant ont freiné la croissance de la productivité agricole. Les rendements céréaliers y progressent en moyenne au rythme annuel de 1 à 2% seulement, contre 3 à 6% entre les années 1960 et les années 1980<sup>6</sup>. Il semble par ailleurs que la dégradation des sols et les problèmes climatiques freinent la croissance de la production agricole<sup>7</sup>. D'après ce rapport de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), les rendements de l'agriculture pluviale pourraient d'ici à 2020 diminuer de 10 à 20% dans la plupart de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud-Est sous l'effet de changements climatiques défavorables.
11. Par contre, il est constaté que, malgré le manque d'intérêt relatif dont bénéficie le développement agricole parmi les petits exploitants et les travailleurs agricoles, femmes et hommes, les interventions de développement et d'investissement dans le secteur agricole sont celles qui font le plus reculer la pauvreté dans la plupart des pays en développement, tout en contribuant à la sécurité alimentaire et à la baisse des prix des produits agricoles:
  - dans les pays en développement, une progression annuelle de la croissance agricole de 1% en moyenne entraîne un accroissement des revenus de 2,7% des trois déciles inférieurs de revenus<sup>5</sup>;
  - la croissance du secteur agricole est de 2,5 à 3 fois plus efficace pour augmenter les revenus des pauvres que l'investissement dans d'autres secteurs<sup>5</sup>;
  - la croissance du secteur agricole, par opposition à la croissance en général, est le plus souvent considérée comme le moteur de la réduction de la pauvreté<sup>8</sup>.
12. Le consensus dont bénéficie la thèse en faveur du rôle déterminant de l'agriculture paysanne s'agissant de sécurité alimentaire, de nutrition et d'accroissement des revenus n'a jamais été aussi large. Combien faudra-t-il investir dans le développement agricole pour atteindre les cibles définies pour l'OMD visant à réduire de moitié la faim et la pauvreté d'ici à 2015? La littérature sur le sujet n'apporte pas de réponse précise à cette question. L'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire a tenté d'estimer le montant de l'aide au développement nécessaire pour atteindre l'objectif de réduction de la faim mais s'est contenté de constater que "chacun s'accorde à reconnaître la nécessité d'inverser et de compenser la baisse rapide des investissements dans l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle au cours des 25 dernières années"<sup>9</sup>. On trouvera ci-dessous des estimations assez sommaires des besoins d'investissement des pays en développement dans l'agriculture, par rapport au niveau effectif de l'APD consacrée à l'agriculture et au développement rural.

<sup>6</sup> *The Economist*, The new face of hunger: Global food shortages have taken everyone by surprise. What is to be done?, 17 avril 2008.

<sup>7</sup> IFPRI, Rapport sur les politiques alimentaires: *Changement climatique: impact sur l'agriculture et coûts de l'adaptation* (Washington, D.C., octobre 2009).

<sup>8</sup> IFPRI, *Update: Setting Priorities for Public Spending for Agricultural and Rural Development in Africa*, de Shenggen Fan, Tewodaj Mogues et Sam Benin. Abrégé de l'IFPRI sur les politiques, 12 avril 2009 (Washington, D.C., 2009).

<sup>9</sup> Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (2010), p. 52.

Tableau 1

**Estimations globales des investissements requis dans l'agriculture des pays en développement pour atteindre les cibles de réduction de la pauvreté et de la faim fixées pour l'OMD 1**

	<i>En milliards d'USD par an</i>
Banque mondiale (2007)	14
IFPRI	16
FAO	83
Sommet de L'Aquila <sup>a</sup>	7

<sup>a</sup> La Déclaration de L'Aquila promettait d'accroître les investissements des donateurs dans l'agriculture à hauteur de 7 milliards d'USD par an.

Tableau 2

**Montant de l'APD consacrée à l'agriculture et au développement rural**

	<i>En milliards d'USD</i>
2002	4
2007	6
2010	8

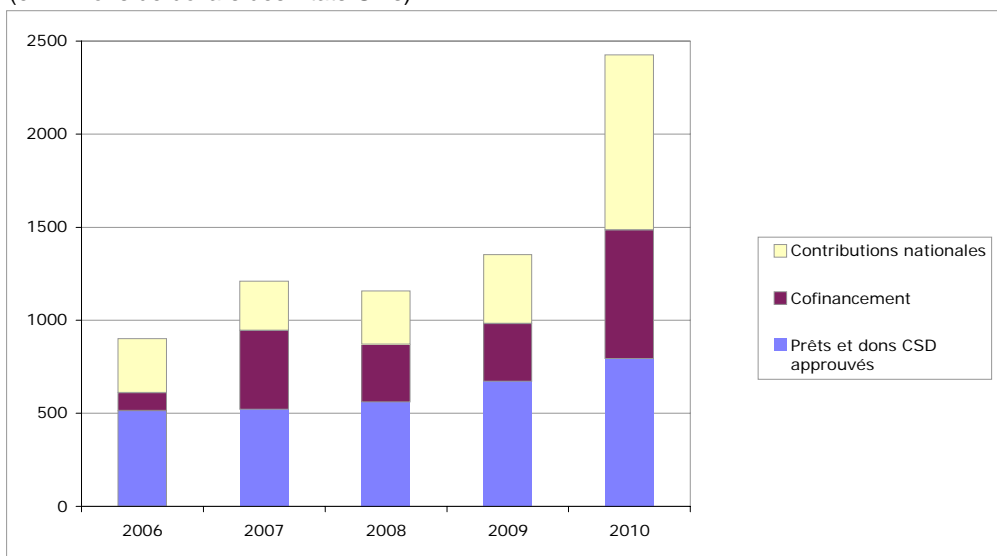
13. Les chiffres de la Banque mondiale et de l'IFPRI reproduits au tableau 1 indiquent le niveau total des besoins annuels au titre de l'APD. Le chiffre donné par la FAO inclut les investissements publics des pays en développement eux-mêmes. Celui du Sommet de L'Aquila indique les montants promis par les donateurs en faveur de l'agriculture et du développement rural, ce qui traduit une conception différente de la notion de besoin.
14. Les objectifs internationaux arrêtés en matière de sécurité alimentaire, de lutte contre la faim et de réduction de la pauvreté seront, quoi qu'il en soit, difficiles à atteindre mais seraient plus aisément atteignables si l'on orientait davantage les investissements et les politiques vers l'agriculture et le développement rural. Les ressources nécessaires dépassent largement les niveaux susceptibles d'être mobilisés (voir tableau 2). Tous les niveaux envisageables de ressources susceptibles de transiter par le FIDA peuvent être absorbés par les pays en développement et sont indispensables pour pouvoir améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

### **III. Capacité de gestion d'un programme plus important au FIDA**

15. Le document REPL.IX/2/R.3 montre que le modèle opérationnel du FIDA est adapté pour faire face aux difficultés du développement agricole et rural, en particulier dans le domaine crucial de l'économie agricole à petite échelle où l'avantage que le Fonds possède dans l'architecture internationale du développement est de plus en plus largement reconnu. Le FIDA est en train d'obtenir les résultats qu'il se promettait d'atteindre lors de la Consultation sur la huitième reconstitution de ses ressources – et ce dans une proportion donnant à penser qu'il est capable de prendre en charge un programme plus important. Son programme de prêts et dons représentait désormais 855 millions d'USD en 2010. Il a dépassé l'objectif visé en matière de cofinancement pour 2010, ainsi que ceux des années précédentes. La qualité des projets financés par le FIDA s'est elle aussi améliorée. Le document sur le modèle opérationnel fait état de l'amélioration spectaculaire des résultats des interventions financées par le Fonds s'agissant de réduire la pauvreté rurale, d'atteindre ses objectifs de développement et de promouvoir l'innovation et le partage des savoirs.
16. Ces meilleurs résultats, ainsi que les énormes besoins exposés plus haut (section II), justifient un accroissement du programme de travail du FIDA au cours de la période de la neuvième reconstitution: non seulement afin de contribuer

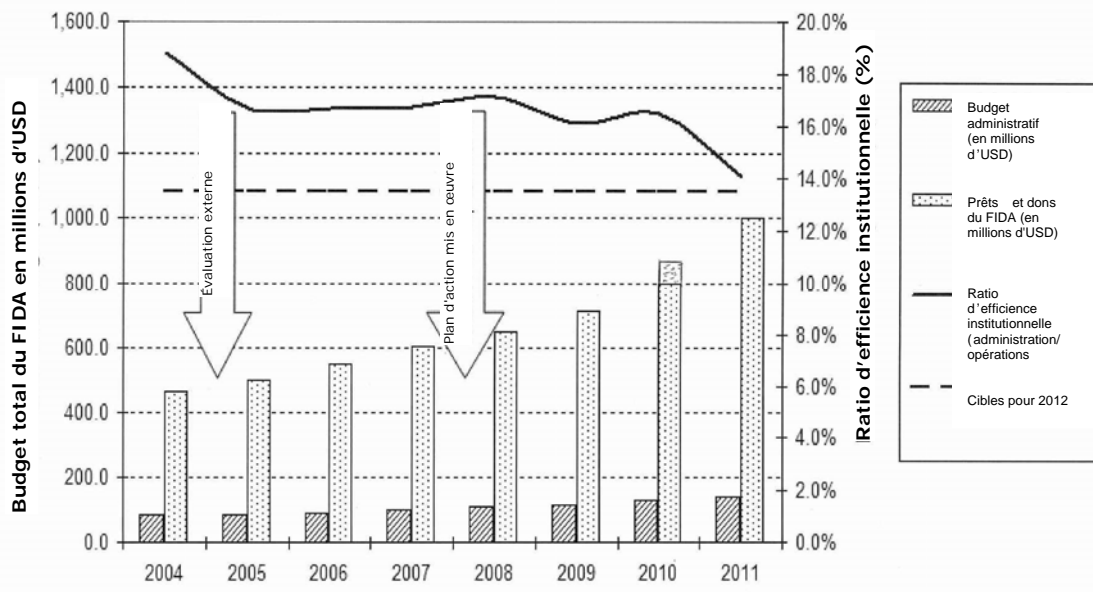
directement à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition mais également de renforcer la qualité de l'action nationale et internationale au sens large. Dans la mesure où le FIDA peut mobiliser ses ressources par le biais du cofinancement, la grande qualité des programmes qu'il finance contribue à améliorer la qualité des investissements des autres donateurs et des pays, tout comme la concertation sur les politiques mise en place dans le cadre de la formulation et de l'exécution des programmes de pays contribue au renforcement du cadre politique et institutionnel qui influe sur le succès des efforts déployés directement par les petits agriculteurs.

Figure 1  
**FIDA: prêts et dons relevant du Cadre pour la soutenabilité de la dette, cofinancement et contributions nationales (2006-2010)**  
 (en millions de dollars des États-Unis)



17. L'amélioration des résultats obtenus par le FIDA en matière de développement concerne également son efficacité organisationnelle. On verra à la figure 2 que l'accroissement du budget administratif du Fonds représente environ un tiers de celui du programme de travail, même en excluant le cofinancement.

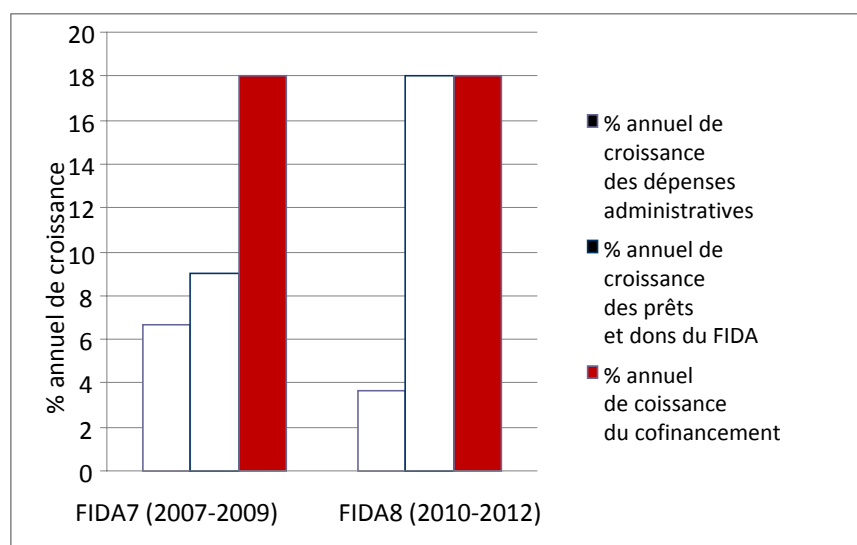
Figure 2  
**Le FIDA progresse sur la voie de l'efficacité**



18. Le FIDA a pu accroître plus rapidement son programme de travail que son budget administratif en maîtrisant les effectifs du siège, en économisant sur les paiements effectués à des institutions coopérantes et en s'en remettant davantage au personnel recruté par les bureaux extérieurs (voir le document REPL.IX/2/R.3). En convertissant les dépenses d'administration en taux de croissance annuels, on obtient les chiffres présentés à la figure 3. Le taux de croissance du programme de travail du FIDA est passé de 9% par an pour FIDA7 à 18% pour FIDA8. La croissance du cofinancement a également été très rapide, bien qu'elle n'ait démarré qu'à la fin de la période de la septième reconstitution. Les dépenses administratives du FIDA ont augmenté beaucoup moins rapidement, surtout durant FIDA8 où leur taux de croissance représente un cinquième du programme de travail.

Figure 3

**FIDA: taux de croissance des dépenses administratives, du programme de travail et du cofinancement**



#### IV. Intensifier la lutte contre la pauvreté et la faim durant FIDA9

19. Le programme de travail actuel et celui proposé pour la période de FIDA9 dans le document sur la vision stratégique du FIDA (document REPL.IX/2/R.2) sont à la mesure des objectifs mondiaux de réduction de la pauvreté et de la faim ainsi que des nouvelles problématiques liées à la production alimentaire et à l'impact environnemental qui nécessitent de renforcer l'attention accordée au ciblage, à la nutrition et à la problématique hommes-femmes. La vision stratégique et le nouveau Cadre stratégique, approuvés par le Conseil d'administration en mai 2011, proposent d'accroître l'impact des programmes du Fonds au cours de la période de FIDA9 grâce à plusieurs modifications du modèle opérationnel auxquelles le Fonds se prépare durant la période de FIDA8, à savoir:

- a) **Reproduire à plus grande échelle.** La vaste action de reproduction à plus grande échelle de ses innovations constituera la clé de voûte de la stratégie d'accroissement et de maintien de l'impact que le FIDA va engager pour s'assurer que ces innovations améliorent réellement le sort des populations rurales pauvres. Les activités de développement des partenariats et la reproduction à plus grande échelle incluront la mobilisation des ressources techniques et financières nécessaires auprès de partenaires nationaux (pouvoirs publics, société civile, agriculteurs, secteur privé) et d'autres bailleurs de fond. L'objectif est de mobiliser 1,50 USD par dollar de prêt ou de don du FIDA. Les stratégies de pays et

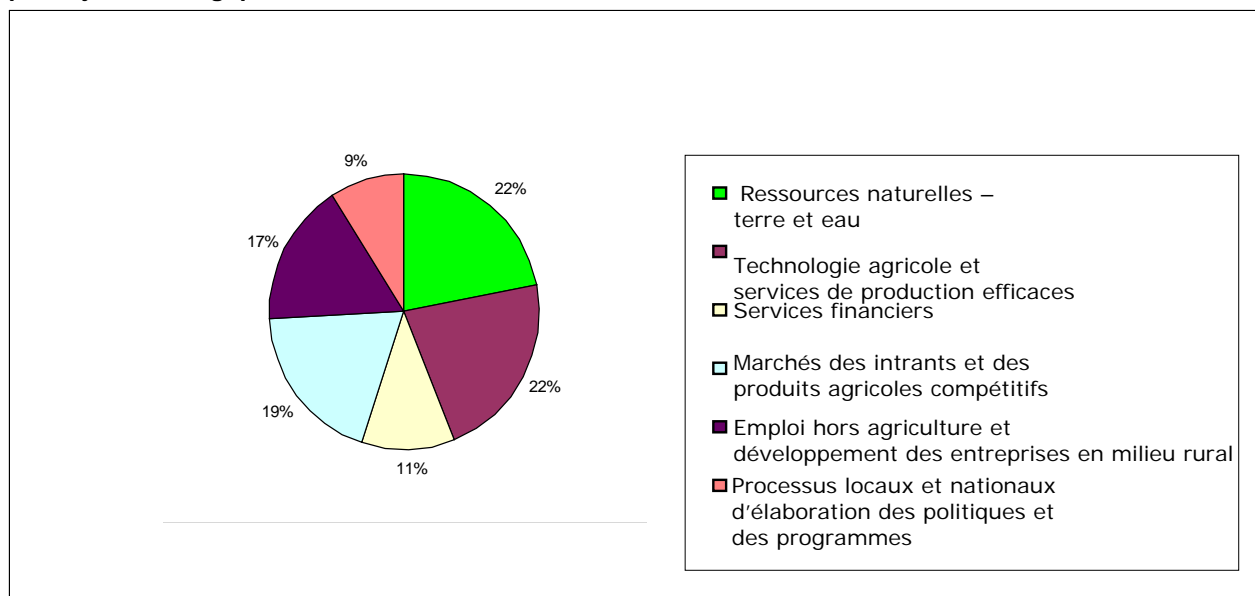


les projets du FIDA devront, dès le stade de l'élaboration, prévoir la reproductibilité. Les partenariats seront élargis pour mobiliser une gamme plus large de moyens techniques et institutionnels. La concertation sur les grandes orientations et le renforcement des capacités représenteront une part plus importante de l'ensemble des services fournis pour que l'action du FIDA ait un retentissement au-delà des seuls projets.

- b) **Mettre les filières au service des petits exploitants.** Durant la période de FIDA9, l'appui systématique aux programmes, notamment des interventions tout au long des filières produits, sera renforcé. Dans la mesure où les filières de la plupart des produits de base agricoles sont en grande partie constituées de petits acteurs privés (fourniture d'intrants agricoles, transformation, commercialisation et vente au détail), le cofinancement avec le secteur privé gagnera en importance.
- c) **Favoriser les investissements pour pouvoir contrer les effets du changement climatique et la dégradation des ressources.** Pendant la période de la neuvième reconstitution, le FIDA insistera davantage encore sur les questions liées à l'environnement et au changement climatique vu que celles-ci ont des répercussions de plus en plus néfastes pour les petits agriculteurs. L'activité agricole est à la fois cause et victime des problèmes environnementaux. Les problèmes que rencontrent les agriculteurs sont notamment la déforestation, l'épuisement des nappes phréatiques, la salinisation des zones irriguées, la disparition de la biodiversité en milieu rural et l'érosion. Ces problèmes sont néanmoins causés dans une large mesure par les agriculteurs eux-mêmes. L'activité agricole est à l'origine de 14% des émissions de gaz à effet de serre et le principal facteur des émissions causées par les activités forestières (18% de plus). Vu les besoins en matière de gestion des ressources environnementales et naturelles, il va falloir privilégier des méthodes d'agriculture durable avantageuses pour tous, ce que le FIDA entend faire au cours de la période de la neuvième reconstitution. Le Fonds va tirer parti à cet égard des nouvelles politiques qu'il a adoptées en la matière, de l'expérience qu'il a acquise en tant qu'organisme d'exécution du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et de la possibilité de mobiliser de nouveaux cofinancements en faveur de programmes axés sur l'environnement et le changement climatique.
- d) **Renforcer la mesure des résultats et une concertation sur les grandes orientations fondée sur des données factuelles.** Le FIDA consacrerait plus de temps au conseil sur les politiques, au partage des connaissances et à la recherche d'innovation reproductibles. L'augmentation du personnel et des ressources lui permettrait ainsi de mettre en place des systèmes efficaces de suivi et d'évaluation, y compris de l'impact. Car c'est bien en évaluant l'impact des orientations et des investissements choisis que l'on voit comment améliorer les choses, que les programmes intéressants peuvent être appliqués à plus grande échelle et, s'ils donnent des résultats satisfaisants, reproduits dans d'autres pays. Cette action s'inscrit dans la volonté du FIDA de promouvoir l'apprentissage Sud-Sud (voir le document REPL.IX/2/R.3 sur le modèle opérationnel).

20. Ce rééquilibrage se reflète dans l'allocation des ressources de FIDA9 par objectif stratégique. On verra à la figure 4 la répartition projetée des prêts et des dons pour 2015.

Figure 4  
Répartition prévue des prêts et des dons au titre du CSD en 2015,  
par objectif stratégique du FIDA



21. Durant la période de la neuvième reconstitution, le FIDA atteindrait ces objectifs en augmentant son efficacité. Il y parviendrait en supprimant les processus internes qui exigent des effectifs importants de personnel administratif, en finançant des projets de plus grande ampleur (les coûts d'élaboration et de supervision d'un projet du FIDA ne changent guère en fonction de sa taille) et en décentralisant le recrutement (le coût du recrutement de nationaux dans les bureaux de pays est inférieur à celui du maintien d'un effectif international centralisé de taille importante à Rome effectuant de longues missions dans les pays).

## V. Programme de prêts et dons pour FIDA9

22. Il est impératif non seulement d'accroître les investissements dans l'agriculture paysanne, mais également de trouver des moyens efficaces d'exploiter ces ressources. Le FIDA a prouvé qu'il était en mesure d'œuvrer aux côtés de ses partenaires afin d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes d'investissement extrêmement efficaces et de gérer des augmentations rapides de ressources. Un accroissement notable du programme de prêts et dons du FIDA constitue une réponse effective, à grande échelle, aux problèmes d'insécurité alimentaire, de malnutrition et de pauvreté rurale qui sont à la base de la crise alimentaire actuelle. Le FIDA a élaboré quatre hypothèses pour le programme de prêts et dons de FIDA9 (voir tableau 3).
23. L'hypothèse privilégiée, à savoir 4,5 milliards d'USD de prêts et dons du FIDA et un montant total de 6,75 milliards d'USD pour le cofinancement au cours de la période 2013-2015, représente le niveau maximal d'activité que le FIDA est susceptible de pouvoir assumer et qui s'approche le plus des besoins des pays en développement. L'hypothèse basse, à savoir 3,2 milliards d'USD de prêts et dons du FIDA et 4,8 milliards d'USD provenant du cofinancement, représente le niveau de programme de prêts et dons de FIDA8 en termes réels (corrigé en fonction de l'inflation). On trouvera dans un document distinct, intitulé "Besoins et modalités de financement pour la neuvième reconstitution des ressources du FIDA" (REPL.IX/2/R.5), une analyse des besoins au titre de la reconstitution pour chacune des quatre hypothèses.

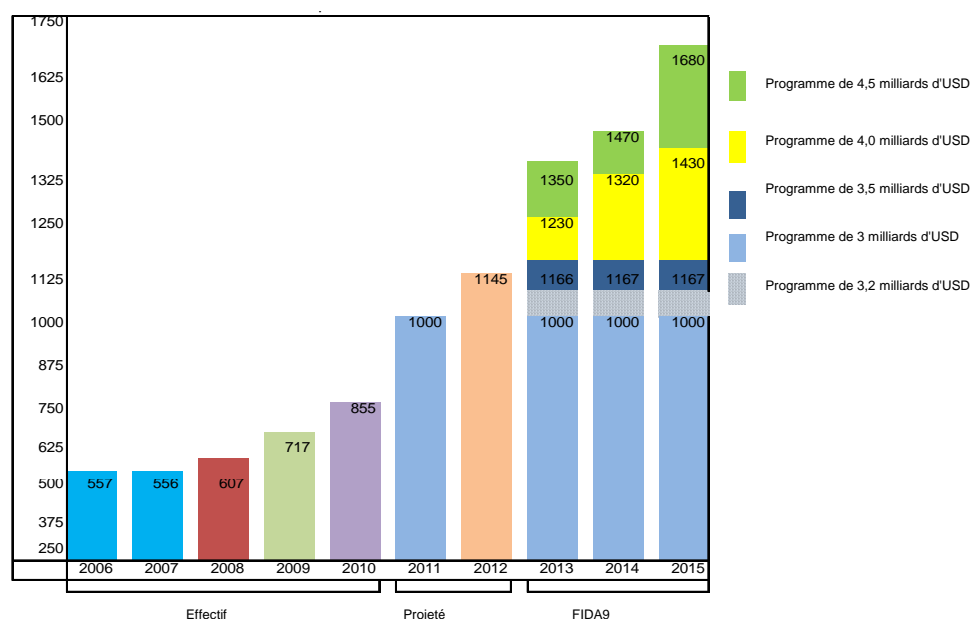
Tableau 3

**Programme de prêts et dons et le cofinancement de FIDA9: hypothèses**

<i>Reconstitution</i>	<i>Prêts et dons du FIDA</i>	<i>Cofinancement supplémentaire</i>
FIDA7 (2007-2009)	1 919	1 980
FIDA8 (2010-2012)	3 000	4 500
FIDA9 (2013-2015) <b>Hypothèse haute</b>	4 500	6 750
FIDA9 (2013-2015) <b>Hypothèse intermédiaire</b>	4 000	6 000
FIDA9 (2013-2015) <b>Hypothèse intermédiaire basse</b>	3 500	5 250
FIDA9 (2013-2015) <b>Hypothèse basse</b>	3 200	4 800

24. Ces diverses hypothèses concernant le programme de prêts et dons sont présentées de manière graphique ci-après, sur une base annuelle. Jusqu'en 2010, les colonnes indiquent le montant effectif des prêts et dons du FIDA (hors cofinancement), le point culminant en étant le programme de 855,0 millions d'USD de 2010. Pour les années 2011 et 2012, les chiffres correspondent aux plans actuels, montants que le FIDA est en voie d'atteindre. Un programme de 3,2 milliards d'USD maintiendrait le programme de prêts et dons à un niveau à peine inférieur à celui de 2012 pour chacune des trois années de FIDA9 (soit un montant de 1 070 millions d'USD de prêts et de dons par an pour la période 2013-2015). Un programme de 3,5 milliards d'USD permettrait un accroissement modeste. Un programme de 4,0 milliards d'USD permettrait un accroissement annuel modeste du programme d'environ 8% par an. L'hypothèse privilégiée de 4,5 milliards d'USD – le scénario de changement radical –, qui suppose un accroissement de 14% par an, maintiendrait un taux de croissance similaire à celui de la période de FIDA8.

Figure 5

**Niveaux annuels, effectif et projeté, des prêts et dons du FIDA**

25. L'hypothèse privilégiée se justifie en premier lieu par le fait que les besoins de financement et de programmes du type de ceux qui bénéficient de l'appui du FIDA sont considérables et dépassent de loin les prévisions correspondant à ce scénario. Deuxièmement, au vu des succès obtenus par le FIDA en matière de mobilisation de ressources supplémentaires, tant au niveau national qu'international, un programme renforcé lui permettrait de mobiliser des montants plus importants dans un secteur où le Fonds répond au besoin essentiel de fusionnement des investissements publics et privés. Avec ce scénario, la possibilité pour le FIDA d'allouer des ressources supplémentaires au développement agricole et rural est proportionnelle à sa taille. Ses prescriptions sont alors davantage prises au sérieux et ses programmes performants peuvent être plus aisément reproduits à plus grande échelle. En substance, l'hypothèse privilégiée comporte des changements majeurs pour le développement de l'agriculture paysanne, qu'il s'agisse de sécurité alimentaire, de nutrition et de revenus. C'est également celui qui permettrait au FIDA de tirer au mieux parti des capacités et de l'expérience acquises durant FIDA7 et FIDA8 de manière à jouer un rôle moteur dans le montage de grands pools d'investissement réunissant acteurs publics et privés afin de générer un changement auto-entretenu mobilisant directement une grande partie des ruraux pauvres du monde.

Tableau 4

**Nombre de ruraux pauvres directement touchés par chaque scénario de programme par rapport à FIDA7 et FIDA8**

	<i>Millions de personnes</i>
FIDA7	33
FIDA8	65
Projections FIDA9	
Hypothèse haute	120
Hypothèse intermédiaire	100
Hypothèse intermédiaire basse	90
Hypothèse basse	75

26. Avec l'hypothèse privilégiée, le FIDA parviendrait à améliorer directement et durablement la sécurité alimentaire, la nutrition et les revenus de 120 millions de personnes. D'après les estimations actuelles établies à partir des données du système de gestion des résultats et de l'impact, avec un investissement de 3,5 milliards d'USD, environ 32 millions de personnes bénéficieraient des interventions du FIDA dans le cadre de 202 projets actifs. Ces projets bénéficieraient en outre de 2,2 milliards d'USD de financements nationaux et de 1,5 milliard d'USD de cofinancement international. Étant donné que près de la moitié du montant approuvé n'a pas encore été décaissé, un tel niveau d'investissement devrait permettre de venir en aide à près de 65 millions de personnes. Autrement dit, pour chaque bénéficiaire, les projets ont besoin d'un montant se situant entre 55 USD et 110 USD d'investissement du FIDA, de 33 USD de financement national et 22 USD de cofinancement. De l'avis du FIDA, ce serait à un niveau d'investissement qui pourrait permettre à ces ménages de bénéficiaires de franchir le seuil de pauvreté en un laps de temps raisonnable. On trouvera au tableau 5 la répartition par région, sur la base du système d'allocation fondé sur la performance, des prêts et dons accordés par le FIDA (non compris le cofinancement) en fonction des trois plus hautes hypothèses. La région Afrique constituerait le principal axe.

Tableau 5  
Prêts et dons à des projets, par région (2013-2015)

	Allocation FIDA <sup>a</sup>	Prêts et dons à des projets (2013-2015)		
		Hypothèse haute	Scénario de 3,5 milliards d'USD	Scénario de 4,0 milliards d'USD
<i>En millions de dollars des États-Unis</i>				
Afrique de l'Ouest et du Centre	560	850	660	755
Afrique orientale et australe	630	970	755	860
Asie et Pacifique	920	1 350	1 050	1 200
Amérique latine et Caraïbes	320	490	380	435
Afrique du Nord, Moyen-Orient, Europe	380	570	445	510
Dons mondiaux et régionaux	190	270	210	240
<b>Total</b>	<b>3 000</b>	<b>4 500</b>	<b>3 500</b>	<b>4 000</b>

<sup>a</sup> Les chiffres, qui ont été arrondis, sont basés sur les coefficients SAFF de 2010.

27. Le niveau du cofinancement serait substantiel pour les quatre hypothèses mais, de toute évidence, plus important pour l'hypothèse haute. Les grands cofinanceurs internationaux sont notamment la Banque mondiale, le Fonds de l'OPEP pour le développement international, la Banque islamique de développement, la Commission européenne, les banques de développement régional, la FAO, le FEM et les donateurs bilatéraux. Les cofinanceurs nationaux sont les pouvoirs publics, les agriculteurs, les ONG et le secteur privé. Le FIDA est parvenu à mobiliser un volume de fonds supplémentaires important au cours de FIDA8. Les scénarios de cofinancement pour FIDA9 partent de l'hypothèse que le FIDA réussira encore à mobiliser 1,50 USD par dollar de ses ressources propres.

## VI. Le FIDA peut améliorer son programme à la fois qualitativement et quantitativement

28. S'il opte pour l'hypothèse privilégiée, le FIDA peut accroître le volume de son programme tout en améliorant la qualité en y incluant entre 35 et 40 projets de pays par an au cours de la période 2013-2015, et en maintenant le nombre de dons accordés au titre des guichets mondial, régional et pays entre 45 et 55 par an. Il devrait à cette fin exécuter des projets et programmes de plus grande envergure. Les projets importants n'exigent pas plus de gestion et d'administration que les petits projets alors qu'ils représentent des engagements et des décaissements plus importants. Les grands programmes cofinancés économisent également des ressources administratives du FIDA parce que les coûts d'élaboration de la stratégie de pays, de conception des projets et de supervision sont partagés avec les institutions partenaires. Des projets et programmes de plus grande ampleur ne sont pas nécessairement requis pour le programme de reproduction à plus grande échelle que va exécuter le FIDA durant la période de la neuvième reconstitution, mais risquent d'en être l'un des résultats – qui devrait permettre d'améliorer l'efficacité opérationnelle.
29. L'hypothèse basse consisterait à maintenir un programme légèrement moins important que celui de l'année 2012 de FIDA8; aisément réalisable du point de vue des moyens administratifs du FIDA, il comporte toutefois des répercussions négatives sur la réalisation des objectifs stratégiques (la reproduction à plus grande échelle serait plus difficile, la concertation sur les grandes orientations serait freinée et le FIDA deviendrait moins attractif).

## VII. Conclusion

30. La rentabilité de l'investissement dans le développement agricole et rural est considérable dans les pays en développement en termes de réduction de la pauvreté ainsi que d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Or, les investissements réalisés par les donateurs, les gouvernements et le secteur privé n'ont pas été à la hauteur des besoins, et ne le seront probablement pas au cours des quelques années à venir. Il en résulte depuis peu un déséquilibre entre l'offre (dont la croissance est plus lente) et la demande (dont la croissance est plus rapide) de produits agricoles qui, s'ajoutant aux chocs climatiques, fait s'envoler les prix des denrées. Il en résulte aussi une persistance massive de la pauvreté et de la faim en milieu rural. Les types d'investissement que soutient avec succès le FIDA sont nécessaires – ce qui milite en faveur d'une optimisation et d'un accroissement de son programme de prêts et dons (y compris grâce à l'accroissement du cofinancement), et donc en faveur d'un niveau de reconstitution substantiel.

Tableau 1  
**Progression réelle des dépenses administratives du FIDA<sup>a</sup>**

	<i>FIDA6</i>		<i>FIDA7</i>			<i>FIDA8</i>
	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	90,0	104,4	118,1	119,6	126,7	131,4
Pourcentage de la croissance annuelle des dépenses du FIDA		16,0	13,1	1,2	5,9	3,7

<sup>a</sup> Il s'agit du montant des dépenses effectives en fin d'année et non des dépenses inscrites au budget en début d'année.

Tableau 2  
**Croissance du programme de travail du FIDA par rapport aux dépenses administratives**

	<i>FIDA7</i> (2007-2009)	<i>FIDA8</i> (2010-2012)	<i>FIDA9 - projections</i> (2013-2015)		
	<i>Pourcentage annuel de croissance</i>				
			<i>Option privilégiée</i>	<i>Hypothèse basse</i>	<i>Hypothèse intermédiaire</i>
Prêts et dons du FIDA	9	18	14	1,6	7,8
Cofinancement	18	18	14	1,6	7,8
Dépenses administratives du FIDA	6,7	3,7	a	a	a

<sup>a</sup> Projections qui seront indiquées dans un document distinct de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA portant sur la gestion au service de l'efficience.